

Jean-Gabriel Contamin
Université d'Artois-CERAPS
jgcontamin@noos.fr

Les mobilisations altermondialistes avant les mobilisations altermondialistes : réflexions autour de l'alignement des cadres d'interprétation.

Résumé

Nombre d'acteurs français des mobilisations contre la mondialisation et de spécialistes de leur étude semblent partager une même croyance : voir dans les mouvements de grève qui touchent la France en novembre-décembre 1995 un tournant dans l'histoire du conflit social en France, dont découleraient plus ou moins directement ce vaste ensemble de mobilisations, plus ou moins hétérogènes, qu'on a pris l'habitude d'étiqueter 'mobilisations anti-mondialisation'.

C'est ce mythe qu'on tente de questionner dans cette contribution en revenant sur le mouvement de novembre-décembre 1995 et sur la place qu'y occupaient les 'thématiques alter-mondialistes avant les mouvements alter-mondialistes'.

A partir d'un corpus de 761 tracts recueillis à l'occasion de ces manifestations et de l'analyse secondaire d'entretiens et de données de presse, on en conclut, d'abord, qu'un ensemble d'indices laissent en effet penser que, tout au long de ce mouvement, un nouveau cadrage que M. Ancelovici identifie comme un cadrage 'Politique contre Marchés Globaux' tend à s'affermir : il est des mobilisations alter-mondialistes avant les mouvements alter-mondialistes.

Toutefois, ce cadrage ne se développe pas quand on l'attendait, ni où on l'attendait. Il est, en effet, présent dès avant la mobilisation. De plus, il demeure doublement marginalisé : certes, au regard des revendications et thématiques centrales portées par la mobilisation; mais aussi, au regard de ceux qui s'en font les porteurs, essentiellement définis soit par leur politisation, soit par leur capital intellectuel. En ce sens, les mouvements alter-mondialisation semblent pour partie s'apparenter à des entreprises de 'blanchiment' de thématiques initialement très connotées politiquement.

Comprendre comment un cadre ainsi doublement marginal dans une mobilisation peut, d'une part, en devenir la grille de lecture la plus diffusée et, d'autre part, être 'exproprié' de ceux qui s'en faisaient initialement les porteurs, nous oblige finalement à questionner les outils des tenants de l'analyse des cadres d'action collective, en opposant à une conception centraliste des cadres d'interprétation et de leur alignement une conception pluraliste de ceux-ci.

« Pour la première fois dans un pays riche, on assiste aujourd'hui, en réalité, à une grève contre la 'mondialisation', à une réaction massive et collective contre la 'globalisation' financière et ses conséquences ». (Erik Izraelewicz, Le Monde, 7/12/1995).

Il y a toujours une forme d'illusion à rechercher dans un passé plus ou moins récent l'origine principale, voire unique, de phénomènes contemporains.

Il est pourtant une de ces formes de réductionnisme rétrospectif que les acteurs français des mobilisations contre la mondialisation libérale et ceux qui se sont fait spécialité de les étudier semblent pour partie partager : celui de voir dans les mouvements de grève qui touchent la France en novembre-décembre 1995 un tournant dans l'histoire du conflit social

en France. Tournant dont découlerait plus ou moins directement ce vaste ensemble de mobilisations, plus ou moins hétérogènes¹, qu'on a pris l'habitude de rassembler sous le vocable de 'mouvements alter-mondialistes'.

C'est ce que suggère Christophe Aguiton lorsqu'il avance que « le mouvement actuel contre la mondialisation ne pourrait pas s'expliquer sans la grève de novembre-décembre 1995, sans les mouvements des chômeurs et des sans-papiers, sans la reprise des luttes et l'émergence d'un fort mouvement de jeunes aux Etats-Unis; il n'aurait probablement pas connu une telle importance sans le mouvement des zapatistes, qui ont été des précurseurs, en défendant à la fois les identités spécifiques des plus pauvres et une alternative globale au néolibéralisme... » (*Rouge*, 19/07/2001) ou lorsqu'il présente les manifestations de Gênes comme en continuité avec ce mouvement : « la reprise des luttes sociales, comme la grève générale des services publics en France en décembre 1995, et des mouvements opposés à la mondialisation libérale, Jubilee 2000 en Grande-Bretagne ou ATTAC en France, se sont, dans une première étape, développés dans des cadres nationaux (...) Gênes sera une étape pour la coordination des mouvements à l'échelle européenne » (samizdat, 07/2001).

C'est ce qu'implique plus directement encore Pierre Rousset (Attac-France) quand, revenant sur l'historique de l'association Attac, il avance que son émergence « a pu bénéficier d'une tradition unitaire ancrée dans une partie du mouvement social, des campagnes engagées durant les années 1990 contre l'ordre néolibéral international et de l'impact durable de la grève des services publics de novembre-décembre 1995 (...) La grève des services publics en novembre-décembre 1995 (...) a contribué à une prise de conscience collective, à l'affirmation d'une volonté de résistance face à l'ordre dominant, à une profonde délégitimation du discours néolibéral. En 1998, la campagne unitaire contre l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) et la constitution d'Attac ont montré, chacune à sa manière, que l'esprit de décembre 1995 n'était pas mort » (*Viento Sur*, octobre 2000).

C'est ce qu'affirme finalement explicitement Christian de Brie, économiste et rédacteur au *Monde diplomatique*, lorsqu'il avance qu' « on observe un certain essor des mouvements de résistance à une certaine mondialisation. Ce qui s'est passé en France, en 1995, a rencontré de l'écho en Europe, et jusqu'aux Etats-Unis. Depuis, d'autres actions ont surgi, y compris là où on ne les attendait pas, comme ce fut le cas en Corée du Sud » (interview dans *l'Humanité*, 26/11/1997).

Mais, c'est une représentation qu'on retrouve aussi, de manière plus ou moins insistante, sous la plume de ceux qui tentent d'analyser l'émergence de ces mobilisations. Il suffit pour s'en convaincre de noter le nombre de publications qui font peu ou prou de 1995 la date d'origine de leur étude². Plus largement, se diffuse l'idée que l'arrivée de la gauche au pouvoir, la montée et la diversification des mouvements et des formes de luttes sociales, le renouveau d'une culture critique, l'émergence d'une résistance organisée à la mondialisation libérale seraient autant de changements qui s'inscriraient à l'évidence dans la foulée des grèves de décembre 1995.

Et, de fait, un ensemble d'indices semblent corroborer ce diagnostic. Certes, en 1995, José Bové n'est pas José Bové... Certes, Attac ne sera fondé qu'en 1998 à l'initiative du

¹ Sur cette hétérogénéité, cf par exemple Fougier (E.), « Le mouvement de contestation de la mondialisation », *Annuaire français de relations internationales*, n°3, 2002, pp.842-858. Sur l'ensemble des mouvements, cf Crettiez (X.) et Sommier (I.), dir., *La France rebelle : Tous les foyers, mouvements et acteurs de la contestation*, Paris, Michalon, 2002.

² Cf, par exemple, Bérroux (S.), Mouriaux (R.) et Vakaloukis (M.), *Le Mouvement social en France*, Paris, La Dispute, 1998 ; Sommier (I.), *Les nouveaux mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Paris, Flammarion, 2001 ou Pleyers (G.), « 1995-2000: le moment français », in Wieviorka (M.), dir., *Un autre monde... Contestations, dérives et surprises de l'antimondialisation*, Paris, Balland, 2003. Ceux qui n'en font pas une origine en font du reste parfois une étape (cf, par exemple, Fougier (E.), *La contestation de la mondialisation : une nouvelle exception française*, *Les notes de l'ifri*, n°46, 2002, p.31).

Monde diplomatique. Certes, cette coupure est pour partie propre à la France puisqu'au même moment c'est plutôt une forme, si ce n'est d'atonie sociale, en tout cas d'institutionnalisation et d'émiettement du mouvement social qui est décrite dans d'autres contextes nationaux³.

Pourtant, un ensemble de traits qui vont, par la suite, caractériser les mobilisations altermondialistes semblent se définir dans cette configuration-là. C'est alors que certains intellectuels réinvestissent le mouvement social : l'appel organisé autour de P. Bourdieu tout comme celui des économistes contre la pensée unique en attestent (cf Duval et alii., 1998). C'est alors qu'un ensemble de mobilisations jusque là largement disjointes tendent à se rassembler autour de l'expression 'mouvements des sans'⁴ : le souci de la transversalité qui domine l'action des mobilisations altermondialistes est ainsi déjà à l'œuvre⁵. C'est alors que seraient lancés les premiers sites Internet de mouvements sociaux⁶. Une pratique là encore largement reprise par les mobilisations altermondialistes. C'est alors, enfin, qu'émergerait une thématique associant, pour le cas français, anti-mondialisation et attachement aux valeurs de la République (Zancarini-Fournel, 1997), qu'apparaîtrait un nouveau 'cadre d'interprétation cardinal' ('master frame') opposant le politique aux marchés globalisés (the 'Politics against Global Markets frame') (Ancelovici, 2002).

L'article intitulé 'La première révolte contre la mondialisation' que publie Erik Izraelewicz dans le *Monde* du 7/12/1995 ne serait-il pas finalement la preuve ultime de la filiation entre le mouvement de décembre 1995 et les mobilisations altermondialistes en France, voire ailleurs?

Ainsi, les mobilisations de novembre-décembre 1995, sans être à l'origine de l'ensemble des caractéristiques du mouvement altermondialiste, auraient joué un rôle de catalyseur

³ Ce que D. Della Porta nomme alors, à partir du cas italien, les 'New-new Social Movements' ('Social Movements and New Challenges to Representative Democracy. A Perspective From Italy', *Politique européenne*, n°4, printemps 2001, pp.73-103).

⁴ Cf Mouchard (D.), « Les mobilisations des 'sans' dans la France contemporaine : L'émergence d'un radicalisme autolimité », *Revue Française de Science Politique*, n°52 (4), 2002, pp.425-447 ; et Mouchard (D.), *Les 'exclus' dans l'espace public. Mobilisations et logiques de représentations dans la France contemporaine*, Thèse de Science Politique, IEP de Paris, 2001). Comme le note celui-ci, 'l'unification, pratique et discursive, d' 'exclus', franchit une nouvelle étape avec le lancement de l' 'Appel des Sans', le 21 décembre 1995 (...) dans le contexte des grèves du secteur public de l'hiver 1995. Si les enjeux directs des grèves ne rejoignent pas directement les revendications des associations d' 'exclus', le contexte de décembre 1995 n'en fournit pas moins un terrain propice pour le développement de leurs revendications. Des tentatives de jonction se font en effet jour avec les grévistes du secteur public (...) En ce sens, le contexte du conflit de décembre 1995 apparaît propice à faire progresser l' 'enchevêtrement' des mobilisations (p.105).

⁵ A. Krivine note, du reste, que l'appel initié autour de P. Bourdieu est lui même un indice de cette évolution vers une transversalité des thématiques : « En 1995, il y a eu le fameux appel de Bourdieu de soutien au mouvement, là, c'est très intéressant. A la fois, on en voit les limites, c'est que les politiques n'ont pas signé. Parce que les syndicalistes, notamment, ne voulaient pas des politiques. Et une série d'associatifs non plus. En même temps, c'est un progrès considérable parce qu'on a retrouvé beaucoup de courants syndicaux, des grands courants syndicaux mêlés aux courants associatifs et intellectuels. Donc, c'était une jonction de tout le monde sauf les politiques. Mais, c'était déjà un pas en avant de mélanger ce qu'on appelle les associatifs -Droit au logement, Droits devant, enfin toutes ces nouvelles associations, Ras l'Front-, de les mélanger avec les syndicalistes parce que, souvent, les syndicalistes ne signaient pas, avec les associations » (Entretien, 11/1997). De même, Annick Coupé (SUD-PTT) rappelle que c'est à l'occasion de ce mouvement que certaines connexions entre associations se sont créées : 'parce que CGT Finance, on les connaissait bien parce que, (...) par exemple, la CGT Finance, en 95, il y a eu un texte et une occupation à l'appel des sans à Beaubourg, si tu veux la CGT Finance ils étaient présent, donc la CGT Finance on les connaissait bien' (entretien, juin 2002, cité in Brichet (M.), *Le syndicalisme à l'épreuve du Mouvement antimondialisation français : ATTAC, SUD, CGT, CFDT*, Mémoire DEA, IEP de Paris, 2003, p.99). Plus largement, B. Magnin fait des grèves de novembre-décembre 1995 un moment de 'convergences entre des organisations, associations et syndicats nés au cours des années 1990' (Magnin (B.), *L'engagement au sein d'Attac : Archétype d'une nouvelle forme de participation politique?*, Mémoire de DEA, IEP de Paris, 2002; p.116).

⁶ Cf thèse en cours d'Olivier Blondeau sur 'Internet et les mouvements sociaux' (EHESS).

essentiel dans l'émergence de ces actions pour partie spécifiques au contexte français⁷. Ils auraient contribué tout à la fois à ouvrir ce qu'on pourrait appeler une 'fenêtre d'opportunité discursive protestataire'⁸ et à créer un 'consensus' autour de ces questions⁹. En cela, ils relèveraient en propre de l'ensemble des analyses qui, depuis la fin des années 2000, se focalisent sur la 'globalisation'¹⁰ ou la 'transnationalisation' (Tarrow, 2000) des mouvements sociaux en son double sens de 'mobilisations nationales dans un monde globalisé' et de 'mobilisations au-delà de l'Etat National'¹¹.

Pourtant, c'est cette presque trop belle continuité entre le mouvement de décembre 1995 et les mobilisations alter-mondialisation -qu'on pourrait au reste aussi illustrer au travers des trajectoires de certains des futurs animateurs des mouvements alter-mondialisation-qu'on voudrait questionner ici.

Nombreux sont en effet ces raccourcis qui ont conduit à mé-lire des événements historiques à l'aune de ce qui leur a succédé, parce que, comme le souligne D.de Rougemont à propos de l'Europe : rechercher un phénomène, c'est contribuer à le faire¹². Qu'on pense à la manière dont la loi de 1884 sur les syndicats a longtemps été lue comme une victoire du mouvement syndical, avant qu'on rappelle combien, à l'époque, lesdits 'syndicats' y étaient opposés¹³. Qu'on songe aussi à la tentation répandue de faire des manifestes intellectuels des "textes-incarnations" qui font l'histoire au nom d'une 'amplification rétrospective', quand ils sont le plus souvent des "textes-incarnations" qui "symbolisent pour la postérité des événements dont ils ne sont qu'un élément" ou des "textes-incantations" qui "dénoncent ou commentent l'histoire en train de se faire"¹⁴. N'a-t-on pas de même surestimer l'impact de l'appel initié autour de P.Bourdieu à l'occasion du mouvement de

⁷ Sur ces spécificités relatives, cf Fougier (E.), op.cit., 2002. Sur les spécificités nationales des facteurs explicatifs de l'émergence des mouvements alter-mondialistes, cf Smith (J.), Pagnucco (R.) et Chatfield (C.), 'Social Movements and World Politics', in Smith (J.) et alii., dir., *Transnational Social Movements and Global Politics Solidarity Beyond the State*, Syracuse, Syracuse University Press, 1997; et Ancelovici (M.), art.cit., 2002.

⁸ Sur la notion parente de 'fenêtre d'opportunité pétitionnaire' et sur ses propriétés, cf Contamin (J.G.), *Contribution à une sociologie des usages pluriels des formes de mobilisation : L'exemple de la pétition en France*, Thèse de Science Politique, Université Paris 1, 2001, p.553sq. Sur l'idée de 'structures d'opportunité discursive' destinée à prendre en compte les opérations de cadrage qui commandent la perception des structures d'opportunité politique par les acteurs, cf Gamson (W.A.) et Meyer (D.S.), 'Framing Political Opportunity' in McAdam (D.), McCarthy (J.D.) et Zald (M.), dir., *Comparative Perspectives on Social Movements*, New York, Cambridge University Press, 1996.

⁹ Sur la notion de 'mobilisation du consensus' comme préalable à la 'mobilisation pour l'action', cf Klandermans (B.), "Mobilization and Participation : Social-Psychological Expansions of Resource Mobilization Theory", *American Sociological Review*, n°49, 1984, pp.583-600.

¹⁰ C'était l'un des axes programmatiques que D.McAdam, S.Tarrow et C.Tilly proposaient dès 1996 à la sociologie des mobilisations contemporaines (cf McAdam (D.), Tarrow (S.) et Tilly (C.), 'Pour une cartographie de la politique contestataire', *Politix*, n°41, 1998 (1996), pp.7-32). Un programme dont sont issues un ensemble de recherches, notamment Della Porta (D.), Kriesi (H.P.) et Rucht (D.), dir., *Social Movements in a Globalizing World*, Londres, MacMillan Press, 1998 ; Farro (A.), *Les mouvements sociaux : diversité, action collective et globalisation*, Montréal, Presses universitaires de Montréal, 2000 ; ou Hamel (P.), dir., *Globalization and social movements*, New York, Palgrave, 2001.

¹¹ Sur cette distinction, cf Della Porta (D.) et Kriesi (H.), 'Social Movements in a Globalizing World : an introduction', in Della Porta (D.) et alii, op.cit., 1999.

¹² Celui-ci avance en effet que 'rechercher l'Europe, c'est la faire' (cf Rougemont (D. de), *Vingt-huit siècles d'Europe: la conscience européenne à travers les textes d'Hésiode à nos jours*, Paris, Payot, 1961). De même, rechercher les mouvements alter-mondialistes, c'est participer à les faire. Pour un exemple de ces généalogies du mouvement alter-mondialiste qui contribuent à le légitimer, cf Lempen (B.), *La démocratie sans frontières. Essai sur les mouvements anti-mondialisation*, Lausanne, Editions l'Age d'Homme, 2003, chapitre 1.

¹³ Barbet (D.), 'Retour sur la loi de 1884. La production des frontières du syndical et du politique', *Genèses*, 1991, n°3, pp.5-30.

¹⁴ Sur ces distinctions, cf Sirinelli (J.F.), *Intellectuels et passions françaises. Manifestes et pétitions au XXème siècle*, Paris, Fayard, 1990. Celui-ci rappelle ainsi que des manifestes devenus aussi célèbres que le "Manifeste des 121" contre la guerre d'Algérie, publié en 1960, n'avaient, à l'époque, fait l'objet que d'entre-filets dans la presse.

décembre ou la signification de l'article rédigé par Erik Izraelewicz?

C'est cette hypothèse qu'on voudrait tester en cherchant les traces de la thématique alter-mondialiste dans un corpus de plus de 700 tracts ou prospectus collectés à l'occasion des manifestations parisiennes de novembre-décembre 1995¹⁵ et dans un ensemble d'entretiens qu'on a pu recueillir dans ces manifestations ou peu après¹⁶.

¹⁵ Il s'agit d'un corpus de 761 tracts et autres prospectus recueillis à l'occasion des principales manifestations qui ont eu lieu à Paris lors du mouvement de novembre-décembre 1995 et peu après (afin de pouvoir prendre en compte les éventuels 'effets de cadrage' ultérieurs au mouvement). Certaines de ces manifestations portaient directement sur, si ce n'est le plan Juppé, en tout cas les questions sociales : Manifestations du 28/11/1995, du 5/12/1995, du 7/12/1995, du 12/12/1995, du 16/12/1995, du 19/12/1995, du 21/12/1995, du 11/02/1996 et du 23/03/1996. D'autres, plus marginales vis-à-vis du mouvement central, ont aussi été prises en compte dans la mesure où elles se déroulaient au même moment et où elles pouvaient servir comme points de comparaison : Manifestation étudiante du 21/11/1995, Manifestation pour les droits des femmes du 25/11/1995, Manifestation anti-laïque du 9/12/1995, Manifestation des médecins contre le plan Juppé du 17/12/1995 et Contre-Manifestation des usagers du 10/12/1995. Sur la répartition des tracts, cf tableau n°2, p.14.

Il est clair que l'analyse de ce corpus se heurte à une triple limite. D'abord, il est centré sur Paris alors même qu'une des spécificités du mouvement de novembre-décembre réside dans l'importance des mobilisations en Province (cf article de M.Valo et S.Zappi dans *le Monde* du 27/12/1995 : 'En province, les manifestants ont exprimé une révolte contre la capitale'). Pourtant, on sait combien, en France, les protestations et les acteurs protestataires centraux demeurent concentrés sur la capitale (Fillieule, 1997) si bien qu'on peut supposer (sous réserve de vérification empirique) que les nouveaux 'cadres' sont plus souvent lancés depuis Paris ou, en tout cas, sont rapidement appropriés dans les manifestations parisiennes même s'ils sont lancés ailleurs. Ainsi, la restriction aux manifestations parisiennes, loin d'être un inconvénient, pourrait être un instrument approprié pour faire apparaître des évolutions, peut-être plus tardives et moins évidentes, si on avait travaillé à partir d'autres manifestations.

Toutefois, on ne saurait bien sûr penser que les tracts recueillis sont 'représentatifs', statistiquement parlant, de l'ensemble des tracts distribués dans lesdites manifestations (Sur les difficultés de constituer un corpus 'représentatif' lorsqu'on veut travailler sur des manifestations, cf Favre (P.), Fillieule (O.) et Mayer (N.), "La fin d'une étrange lacune de la sociologie des mobilisations. L'étude par sondage des manifestants. Fondements théoriques et solutions techniques", *Revue Française de Science Politique*, 1997, n°47 (1), pp.3-28), même si on a tenté d' 'inventer' des procédés pour, tout au moins, recueillir tous les tracts les plus diffusés (notamment, en ne se contentant pas de recueillir des tracts au hasard des rencontres, mais en adoptant une démarche systématique : d'abord, recueillir tous les tracts possibles en laissant passer devant soi l'ensemble de la manifestation ; ensuite, suivre la manifestation pour collecter tout ce qu'elle 'rejette' avant le passage des services de l'entretien) et même si les quelques autres tracts qu'ont pu nous confier par la suite d'autres membres de l'équipe dans laquelle on travaillait nous ont laissé penser qu'on était pas si loin du 'point de saturation' (Sur le point de saturation comme instrument de constitution d'un échantillon 'significatif' si ce n'est 'représentatif', cf Prost (A.), *Vocabulaire des proclamations électorales de 1881, 1885 et 1889*, Paris, P.U.F., 1974). Reste que l'impossibilité de conclure à la représentativité –et, encore moins, à l'exhaustivité– de notre corpus nous a conduit à une triple discipline : multiplier les indicateurs avant d'en tirer une conclusion ; donner plus d'importance aux tris croisés qu'aux tris à plat en faisant l'hypothèse d'une relative stabilité des structures de corrélation (cf Pagès (J.P.) et alii, "Stabilité des structures dans les enquêtes de suivi des opinions", in Lebart (L.), dir., *La qualité de l'information dans les enquêtes*, Paris, Dunod, 1992, pp.97-114) ; et, enfin, multiplier les sources pour étayer ce que peuvent 'nous dire' les tracts (entretiens, presse).

C'est aussi ce dernier instrument qui est finalement supposé répondre à la troisième limite de notre corpus, celle qui mériterait à elle seule un article méthodologique dont on dispensera le lecteur dans ce cadre : que nous disent les tracts distribués dans une manifestation de la signification d'un mouvement de mobilisation ? On se contentera d'avancer que, dans la mesure où ceux qui les rédigent se posent en 'entrepreneurs de mobilisation', ces prospectus semblent particulièrement significatifs des 'cadres d'interprétation' qui s'ingénient à donner un sens à ces actions protestataires et qu'ils sont donc particulièrement adaptés à l'objet de cet article. Pour une discussion plus étayée de cette question, cf, par exemple, Demonet (M.), Geffroy (A.) et alii., *Des tracts en mai 68*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1975.

¹⁶ Les mobilisations de novembre-décembre 1995 ont donné naissance à plusieurs équipes de recherche plus ou moins improvisées et plus ou moins éphémères. On a notamment eu l'occasion de collaborer à deux d'entre elles, l'une dirigée par N.Dodier, l'autre par B.Lacroix et A.Collovald, qui, chacune, ont débouché sur des publications elles aussi assez disparates (cf, par exemple, Dodier (N.), "Fragments épars d'un cahier de doléances. La critique du dérèglement des échanges", *Mouvements*, n°3, mars-avril 1999, pp.46-59; ou *Scalpel*, 1999, n°4-5).

Or, de ce retour sur les mobilisations françaises de décembre 1995, on peut tirer un triple enseignement.

Dans un premier temps, il semble que, si la thématique alter-mondialiste ne se dit pas dans les termes qui sont les siens aujourd'hui, elle paraît en effet pour partie s'affermir tout au long de ces actions. En ce sens, on pourrait suivre M. Ancelovici (2002, p.434) lorsqu'il avance que le cadrage 'Politique contre Marchés Globaux' est 'une conséquence des grèves de 1995 plutôt qu'une cause de ce mouvement', qu'il a 'émergé à l'occasion de cet épisode conflictuel' pour n'être 'institutionnalisé que plus tard dans le discours public quotidien après avoir été réapproprié par d'autres groupes pour des motifs divers'. Il est des mobilisations alter-mondialistes avant les mouvements alter-mondialistes.

Pourtant, ce n'est pas vraiment quand on l'attendait, comment on l'attendait et où on l'attendait que cette thématique transparait. On en trouve en effet des traces certaines dès les débuts du mouvement, voire avant lui. De plus, elle demeure un cadre doublement marginal : certes, au regard des revendications et thématiques centrales portées par la mobilisation; mais aussi, au regard de ceux qui s'en font les porteurs, essentiellement définis soit par leur politisation, soit par leur capital intellectuel. En ce sens, les mouvements alter-mondialisation semblent pour partie s'apparenter à des entreprises de 'blanchiment' de cadres initialement très connotés politiquement. Le fossé souvent revendiqué entre l' 'Internationale citoyenne' et les anciennes 'Internationales'¹⁷ semble plutôt relever du ruisseau, ou, tout au moins, ne semble avoir été creusé que plus tard.

Ce constat ne vise pourtant pas à 'juger' du mouvement de décembre 1995 ou de la filiation entre ce mouvement et les militants alter-mondialistes, d'autant que, comme le souligne P. Champagne (1990), les mobilisations valent autant par les luttes d'interprétation dont elles sont l'enjeu que par ce qui s'y passe en propre. En revanche, il conduit à se demander comment un cadre d'interprétation marginal, fragmenté et plus ou moins occulté, peut coexister à l'abri d'un cadre d'interprétation supposé dominant au point de pouvoir être relu, a posteriori, comme cadre dominant.

Ce faisant, ce sont ainsi les travaux de l'équipe de D. Snow (Snow et alii, 1986) qu'on sera conduit à questionner en montrant que parler d' 'alignement des cadres d'interprétation', que lire l'élargissement des revendications ou leur unification en termes stratégiques de 'frame extension' ou de 'frame bridging'¹⁸, c'est risquer d'oublier, d'une part, que ces extensions ou unifications ne sont souvent pas le fait des promoteurs du 'cadre cardinal', et, d'autre part, que cet alignement n'est le plus souvent qu'un terme imparfait pour désigner la subsistance de cadres très hétérogènes qui tentent de bénéficier dans des niches, plus ou moins marginales, du pouvoir d'attraction d'un mouvement central. Une interprétation qui pourrait tout aussi bien rendre compte de la situation des thématiques altermondialistes au sein du mouvement de novembre-décembre 1995 que de celle de revendications -et des mouvements- 'moins alter-mondialistes' au sein des mobilisations alter-mondialistes.

Ce sont trente-et-un entretiens collectés dans ce double cadre, soit lors des manifestations (Manifestations du 12/12/1995, du 16/12/1995, du 17/12/1995 du 19/12/1995 et du 21/12/1995), soit peu après auprès de cheminots grévistes, auxquels on appliqué une analyse secondaire centrée sur la thématique 'alter-mondialiste'. Ajoutons que cette thématique était 'loin d'être centrale' dans les hypothèses avancées par chacune des deux équipes, ce qui, en soi, est autant un indicateur qu'un inconvénient...

¹⁷ L'association ATTAC insiste ainsi sur son refus de se situer dans la sphère partisane : selon son Manifeste 2002, l'association 'n'est pas un parti; aucun de ses responsables ne brigue un mandat; aucun candidat ne sera présenté ou soutenu par elle'. Sur les conflits autour des risques de 'récupération politicienne' du mouvement et sur le souci de demeurer une 'Internationale citoyenne', cf Magnin (B.), *op.cit.*, 2002, p.53sq. Plus largement, B. Lempen (2003, p.14) définit les mouvements alter-mondialistes comme un 'regroupement de citoyens, sans but lucratif ni appartenance religieuse, indépendants des gouvernants, des partis politiques et des associations professionnelles, qui s'organisent sur le plan mondial pour soutenir une cause d'intérêt général'.

¹⁸ Comme le fait, par exemple, I. Sommier à partir des cas de Droits Devant !! ou du mouvement des 'sans' (cf Sommier (I.), *op.cit.*, 2001, p.47).

I-Les thématiques alter-mondialistes avant les mouvements alter-mondialistes :

« Mondialisation : Une terre solidaire contre l'apartheid planétaire :

L'ampleur de la mobilisation liée au retrait du plan JUPPE ne doit pas nous faire perdre de vue que la politique dont ce plan est l'emblème n'est pas une tentative isolée. En fait, la crise actuelle n'est que l'un des avatars d'une situation mondiale où les droits les plus élémentaires de l'homme sont menacés par un économisme destructeur.

Ouvrons les yeux. Le nouvel ordre économique mondial dont on nous disait qu'il verrait s'installer une ère de paix et de prospérité est un ordre de barbarie qui voit se multiplier les conflits et les haines tandis que se généralisent la pauvreté et les saccages de l'environnement. (...) L'apartheid planétaire est une guerre dont les victimes sont les chômeurs, les exclus et les immigrés au Nord, les peuples sous tutelle du FMI et les individus contraints à l'exil économique au Sud. Nous n'avons pas le choix. Il nous faut substituer une logique de solidarité à une logique de guerre. Bâtir une terre solidaire contre l'Apartheid Planétaire » (Manifestation du 16/12/1995, Collectif Solidaires 'réalisé par des lycéens et des étudiants sans parti, des militants écologistes, radicaux de gauche et alternatifs, des sympathisants libertaires, des militants associatifs)

Un discours qui fait le lien entre le plan Juppé, la situation des exclus du Nord et la situation des pays du Sud. Un discours qui rattache l'ensemble de ces questions à 'un même processus' qualifié de 'mondialisation' et symbolisé notamment par des institutions internationales comme le FMI. Un discours qui propose de répondre globalement à ces menaces globales. Un discours qui ne rejette pas le politique, qui, à l'inverse, appelle à la mobilisation politique (« Nous n'avons pas le choix ») mais qui s'affiche partiellement comme 'sans parti'. Difficile de ne pas faire un parallèle entre le contenu de ce tract recueilli lors des manifestations parisiennes du 16/12/1995 et ce sur quoi s'est par la suite développé le mouvement alter-mondialiste : On y retrouve chacun des éléments de ce que M. Ancelovici nomme le cadrage 'Politique contre Marchés Globaux'.

Au reste, ce message n'est pas isolé. En effet, n'est-ce pas ce même cadrage qu'on retrouve par exemple dans ce tract de l'« IRIS : Journal de critique du temps » distribué lors de la même manifestation, qui explique que « la mondialisation réelle qui re-formate le monde, la crise des Etats-nation, la radicale transformation de la configuration du travail, le quadrillage des 'interdépendances' dont on nous rebat les oreilles ont fait en sorte que tout modèle de 'révolution' au sens de la 'prise du pouvoir à l'échelle d'un Etat-nation (...) n'est plus concevable. Et c'est bien », avant de faire un lien entre les jeunes étudiants, chômeurs, inoccupés qui « réclament un revenu d'existence optimal » ou « décent », et « le texte des Amérindiens sur ce sujet, à la Conférence de Rio »? N'est-ce pas lui aussi qu'endossent ces « grévistes et chômeurs associés » qui affirment qu'« avec la mondialisation de l'économie, l'actuelle division du travail et la concurrence intercapitaliste qui existe désormais à l'échelle planétaire, la société a échoué à offrir aux populations les moyens d'une 'survie décente' (...) Le déploiement d'une logique régie par les intérêts économiques : productivité, rentabilité, concurrence... rend obsolètes des formes d'intégration sociale (sécu, retraites, indemnités de chômage...) dont il faut se défaire » (Manifestation du 12/12/1995) ?

Pourtant, force est de constater la rareté relative de l'expression 'mondialisation' dans notre corpus. On ne le trouve en tant que tel que dans 21 des 761 tracts qu'on a rassemblés. Si, même, on assimile à cette première lexie des lexies parentes telles que 'loi du marché mondialisé', 'concurrence mondiale', 'politiques libérales mondiales', 'soumission aux marchés mondiaux', 'capitalisme mondialisé', 'ordre mondial économique', 'oligarchie mondiale', voire 'globalisation', on ne recense encore que 47 occurrences.

Faut-il pour autant en conclure à l'extrême marginalisation de cette thématique lors du mouvement de décembre 1995? Ce serait faire dire à la lexicométrie plus que ce qu'elle ne

saurait dire et négliger le fait qu'une même thématique peut se dire dans des termes très différents. Or, nombre d'indices tendent à montrer qu'en 1995 le terme 'mondialisation' n'a pas encore supplanté tout autre pour désigner cette réalité-là. C'est ce que montre J.Lefevre (2003) en travaillant sur les résolutions votées en congrès confédéraux par la CFDT, la CFTC, la CGT et FO entre 1970 et 2002 : quelle que soit la confédération envisagée, plus de 2/3 des usages du terme 'mondialisation' dans ces résolutions sont postérieurs à 1996. C'est ce que confirme l'évolution du nombre d'articles qui usent des mots 'mondialisation' et 'antimondialisation' dans *Le Monde* et *Libération* depuis, respectivement, 1988 et 1995 : comme on le voit dans le tableau n°1, la large diffusion de ce terme dans cette presse dite 'de qualité' ne date que de 1996.

Toutefois, lorsque la FSU explique que les gouvernements « placés sous les contraintes du dogme de la libre concurrence prôné par les instances européennes et subordonnant tous les choix à la réduction des déficits, remettent en cause le champ et la conception des services publics » (Manifestation du 16/12/1995), lorsque la CGT-PTT avance que « le Gouvernement, le Ministre des PTT, ont décidé de se coucher devant la Commission de Bruxelles, garante des critères du traité de MAASTRICHT et de liquider ainsi toutes nos traditions nationales, y compris la Poste », avant d'accuser les « financiers européens et français et le gouvernement » de vouloir remettre en cause « le 'monopole' public, pour installer de véritables monopoles privés internationaux » et de dire « non à cette politique du tout financier qui casse les hommes et les services publics » au détriment d' « une société humaine, juste où l'homme et non l'argent en soit le centre » (Manifestation du 16/12/1995), ou lorsqu'un « inutile au monde » estime que « par l'augmentation, sans comparaison dans l'histoire, de la productivité, l'économie libérale, financière, monétaire, veut se débarrasser du travail, ou plutôt des travailleurs, et donc remettre en cause le droit au travail et les acquis sociaux » avant de stigmatiser « l'économie libérale, cette 'pensée unique' » qui « est une idéologie et une conception du monde » à laquelle on pourrait opposer « une autre conception du monde (...), une autre société, celle des hommes » (Manifestation du 12/12/1995), est-on si loin des thématiques et du cadrage alter-mondialistes?

Tableau n°1 : Nombre d'articles du *Monde* et de *Libération* intégrant les lexies 'mondialisation' et 'antimondialisation' en fonction du temps (1988-2002)

	Le Monde			Libération		
	Mondialisation	Anti mondialisation	Alter mondialisation	Mondialisation	Anti mondialisation	Alter mondialisation
1988	38	0	0	-	-	-
1989	44	0	0	-	-	-
1990	29	0	0	-	-	-
1991	50	0	0	-	-	-
1992	60	0	0	-	-	-
1993	135	0	0	-	-	-
1994	121	0	0	-	-	-
1995	155	0	0	69	0	0
1996	465	1	0	184	0	0
1997	571	0	0	198	1	0
1998	577	0	0	220	1	0
1999	762	2	0	410	8	0
2000	807	44	0	468	75	0
2001	965	211	0	743	180	0
2002	920	188	5	599	173	2

P.H.Gordon et S.Meunier (2002, p.125sq.) soulignent du reste combien, en France au moins, le débat sur l'intégration européenne a été le précurseur du débat sur la

mondialisation, comment certains ont été conduits à faire de l'Europe libérale le responsable d'un ensemble de problèmes sociaux plus tard attribués essentiellement à la mondialisation libérale : le positionnement du Mouvement des Citoyens dans la mobilisation de décembre 1995 semble à cet égard symptomatique puisque, lors de la manifestation étudiante du 21/11/1995, c'est l'Université qui est présentée comme la « victime de la politique de rigueur que tous les gouvernements mènent depuis douze ans, souvent au nom de l'Europe », alors que, lors de la manifestation en faveur des femmes du 25/11/1995, ce sont les femmes qui sont supposées être les « premières victimes de l'ordre libéral », les « victimes des impératifs monétaires de l'Europe libérale », et que, lors de la manifestation du 5/12/1995 contre le plan Juppé, ce sont les chômeurs, la Sécurité sociale et les services publics qui prennent le rôle de sacrifiés « sur l'autel de l'Europe libérale ».

Dès lors, 'chercher l'alter-mondialisation' dans le mouvement de décembre 1995, ce ne peut être seulement chercher la lexie mondialiste dans ces mobilisations. Pour cerner cette thématique, on a donc eu recours à deux instruments.

D'abord, à la métaphore théâtrale dont usent S.A.Hunt, R.Benford et D.Snow (1994) pour décrire les mouvements sociaux¹⁹. Les entrepreneurs de mobilisation sont supposés monter des plans stratégiques en se pliant à des règles du jeu comparables à celles de la représentation théâtrale : écrire un scénario, mettre en scène, jouer la pièce et avancer une interprétation. Surtout, la mise en scène de la mobilisation consiste notamment à désigner des victimes, à fabriquer des boucs émissaires, à faire entrer des acteurs privilégiés et à s'adresser à des publics de spectateurs ou d'auditeurs, autrement dit à faire de la mobilisation un 'récit'.

Un récit auquel on peut dès lors appliquer les outils de l'analyse sémantique structurale d'A.J.Greimas (1986). Chacun des tracts peut en effet être lu comme un 'conte' qui met en scène différents actants : un sujet -héros, principal protagoniste du récit-, des destinataires -ceux à qui l'action est destinée-, un 'objet de valeur' -ce que les sujets convoitent-, un anti-sujet -ce contre quoi ils combattent- et d'éventuels adjuvants -supposés aider à obtenir l'objet de valeur ou à combattre l'anti-sujet²⁰. On pourra alors parler de 'thématique alter-mondialiste' sitôt que l'anti-sujet mis en scène ne sera pas seulement un acteur national -le gouvernement, un ministre, le plan Juppé-, mais aussi un acteur extra-national, qu'il s'agisse de la mondialisation ou d'une autre entité (institutions internationales ou européennes, milieux financiers, économie de marché).

Lorsque la CGT SNCF Paris Sud-Est met en cause le ministre des transports, Bernard Pons, l'Etat, la direction de la SNCF et la plan Juppé (manifestation du 5/12/1995), la mise en scène reste dans un cadre national. A l'inverse, lorsque l'intersyndicale CFDT-CFTC-CGT-FO-CGT d'EDF-GDF met certes en cause le gouvernement qui « veut casser la nationalisation du secteur de l'électricité et du gaz », mais explique qu'il s'agit de « livrer aux appétits des multinationales privées » le service public ou de le sacrifier « au nom de la Loi du Marché » ou que la libéralisation du secteur de l'énergie sera décidée à l'occasion de « la réunion des ministres européens de l'énergie », pour finalement appeler la gouvernement à utiliser son droit de veto 'face à l'ultralibéralisme de Bruxelles' (manifestation du 5/12/1995), on comprend bien que l'anti-sujet est supposé être supra-national alors que l'Etat national en vient à être considéré comme un 'adjuvant', un rempart possible contre l' 'Europe libérale'.

Or, sitôt qu'on élargit ainsi le champ de pertinence d'une 'thématique alter-mondialiste avant l'alter-mondialisme'²¹, on se rend compte que celle-ci est moins marginale qu'on

¹⁹ Pour une présentation de ces travaux, cf Cefai, 2001.

²⁰ Pour une application de cette modélisation aux affiches électorales, cf Memmi (D.), *Du récit en politique. L'affiche électorale italienne*, Paris, Presses de la FNSP, 1986; ainsi que Contamin (J.G.), *Le rôle du marketing politique dans l'évolution de l'offre politique : l'exemple des affiches électorales en France de 1974 à 1989*, Mémoire de DEA, IEP de Paris, 1994.

²¹ Inutile d'insister sur le 'rétrospectivisme' qui entache une telle expression dont on use que dans un souci de concision expressive.

aurait pu le penser. Elle se décline en effet en au moins six topiques différentes (cf tableau n°2) associées à six types d'anti-sujet : une topique 'mondialiste' à laquelle on a rattaché les lexies 'internationalistes'; une topique 'européenne' et 'maastrichienne'; une topique 'financière' qui rassemble dénonciations des lois du marché, de la Finance et de la Bourse; une topique à la fois 'européenne' et 'maastrichienne'; une topique 'impérialiste' et une topique 'transnationale'²². Et, c'est dès lors près du tiers des tracts rassemblés qui comportent une dimension 'alter-mondialiste'. De même, si sur les 31 entretiens qu'on a analysés, peu abordent explicitement la problématique alter-mondialiste (2), mais beaucoup (13 sur 31) y font d'une manière ou d'une autre référence, souvent par le biais de l'Europe²³, mais aussi parfois de manière plus directe²⁴.

Mieux même, un ensemble d'indices tendent à corroborer l'idée que c'est 'dans la lutte que les individus ont découvert les valeurs qu'ils partageaient et celles qui les divisaient, et appris à centrer leurs appels autour de celles-là et à faire l'impasse sur les autres' (Tarrow, 1998, p.122), que c'est finalement la mobilisation qui est à l'origine de l'apparition d'une nouvelle 'norme émergente' (Turner et Killian, 1972) qui en vient à rassembler l'ensemble des revendications dans leur diversité, et que, plus précisément, 'ce n'est que dans la seconde ou même la troisième semaine de grève que le cadrage de la Politique contre les Marchés Globalisés a émergé, à la suite de la signature par un ensemble d'intellectuels et de militants renommés d'une pétition de soutien au mouvement de grève' (Ancelovici, 2002, p.434).

Notre corpus de tracts ne laisse certes pas percevoir une prise de possession progressive du mouvement par la thématique alter-mondialiste : si l'on excepte les manifestations un peu marginales par rapport à la mobilisation qui sont organisées dans la période - manifestation en faveur des femmes, manifestation laïque, contre-manifestation et manifestation des médecins-, la part de 'tracts à teneur alter-mondialiste' dans l'ensemble des tracts recueillis oscille entre 28 et 64% sans qu'on puisse y trouver une évolution linéaire (cf tableau n°2).

Tableau n°2 : Tracts recueillis dans les manifestations parisiennes de novembre-décembre 1995 et thématiques 'alter-mondialistes'²⁵

	21-nov	25-nov	28-nov	05-déc	07-déc	09-déc	10-déc
Nb tracts total	22	70	34	50	61	19	10
Mondial	2 (9%)	4 (6%)	1 (3%)	1 (2%)	9 (15%)	0 (0%)	0 (0%)
Maastricht	3 (9%)	2 (3%)	1 (3%)	4 (8%)	6 (10%)	1 (5%)	0 (0%)
Lois du marché	1 (5%)	1 (1%)	5 (15%)	5 (10%)	7 (11%)	0 (0%)	0 (0%)

²² Il n'est pas rare qu'un même tract associe divers types d'anti-sujets. On a choisi pour des raisons de comparaison de rassembler tous les tracts qui reprennent la topique 'mondialiste' même s'ils traitent aussi d'une autre topique. En revanche, les autres catégories ont été pensées de manière à être exclusives. Autrement dit, aucun document n'est compté deux fois dans notre corpus, ce qui légitime et autorise la comparaison avec l'ensemble du corpus.

²³ Selon une étudiante en BTS interrogée le 16/12/1995, « Faudrait revoir Maastricht déjà, parce qu'on nous a fait passer tellement de trucs déjà depuis qu'on a signé ce traité que... que je commence à me demander... ».

²⁴ Selon un agent EDF, rencontré lors de la Manifestation du 16/12/1995, « c'est plus global à mon avis... Tu vois même que ça s'étend aujourd'hui. Il me semble qu'il y a des gens d'Angleterre, d'Allemagne aussi, il me semble que ça passe même les frontières ». De même, selon ce salarié de Renault-Rueil (56 ans), interrogé lors de la Manifestation du 12/12/1995, « Quand vous voyez que de toute façon ce sont des représentants des banques allemandes qui commencent à nous dicter ce que l'on doit faire, ça va mal, ça va mal, moi je le sens mal ».

²⁵ Le tableau se lit en colonnes : : 7 des 22 tracts (32%) recueillis lors de la Manifestation du 21/11/1995 faisaient référence à une thématique 'alter-mondialiste'. Parmi ces 22 tracts, 2 (soit 9%) recouraient explicitement au vocabulaire de la 'mondialisation'.

Maastricht et lois du Marché	2 (5%)	0 (0%)	3 (9%)	2 (4%)	3 (5%)	0 (0%)	0 (0%)
Impérialisme	3 (5%)	1 (1%)	1 (3%)	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)
FMN et Maastricht	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)	2 (4%)	4 (7%)	0 (0%)	0 (0%)
Total tracts thématique alter-mondialiste	7 (32%)	8 (11%)	11 (32%)	14 (28%)	29 (48%)	1 (5%)	0 (0%)

	12-déc	16-déc	17-déc	19-déc	21-déc	11-févr	23-mars	Total
Nb tracts total	162	177	4	37	14	57	44	761
Mondial	19 (12%)	23 (13%)	0 (0%)	6 (16%)	1 (7%)	8 (14%)	10 (23%)	84 (11%)
Maastricht	12 (7%)	10 (6%)	0 (0%)	2 (5%)	0 (0%)	12 (21%)	1 (2%)	53 (7%)
Lois du marché	13 (8%)	10 (6%)	1 (25%)	3 (8%)	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)	46 (6%)
Maastricht et lois du Marché	4 (2%)	12 (7%)	0 (0%)	0 (0%)	3 (21%)	1 (2%)	0 (0%)	29 (4%)
Impérialisme	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)	0 (0%)	3 (0%)
FMN et Maastricht	2 (1%)	5 (3%)	0 (0%)	2 (5%)	5 (36%)	1 (2%)	0 (0%)	21 (3%)
Total tracts thématique alter-mondialiste	50 (31%)	60 (34%)	1 (25%)	13 (35%)	9 (64%)	22 (39%)	11 (25%)	236 (31%)

Si l'on devait chercher une logique derrière cette évolution, ce serait plutôt celle du cycle qu'il faudrait employer. Cette thématique se serait développée en deux phases : d'abord, du 22 novembre au 7 décembre, lorsque les mobilisations sont encore pour partie centrées sur les questions de la retraite dans le public et du contrat de plan Etat-SNCF; ensuite, à partir du 12 décembre, après que le gouvernement a cédé sur ces deux points, si bien que les mobilisations se recentrent sur le seul plan Juppé. La généralisation de la lutte dans un registre 'alter-mondialiste' apparaîtrait donc comme l'aboutissement de chacune de ces cycles de mobilisation : comme le suggère l'un de nos enquêtés, « l'autre jour il y avait un ministre qui disait qu'il fallait faire attention, que ce n'était pas anti Maastricht que les gens se battaient, c'est sûr qu'au départ Maastricht c'était pas la première préoccupation des gens, mais je crois qu'aujourd'hui les gens lient beaucoup les attaques contre la protection sociale, les attaques contre ce qu'on appelle les privilèges de la retraite de certains, justement à ces accords de Maastricht, qui tendent à aller vers une intégration européenne qui tend à niveler par le bas et pas par le haut » (Entretien, H, 56, élu PCF d'une collectivité locale, Manifestation du 16/12/1995).

Surtout, il semble, au travers de ces tracts, que cette thématique tend à se dire de plus en plus souvent dans les termes de la mondialisation. Parmi l'ensemble des registres utilisés pour dénoncer des anti-sujets extra-nationaux, c'est en effet la lexie mondialiste qui tend à s'imposer : elle correspond à moins de 10% des tracts dans le premier cycle; oscille entre 10 et 20% dans la seconde, pour atteindre 23% lors de la dernière manifestation prise en compte, celle du 23 mars 1996. Mieux encore, lors de cette dernière manifestation, dix des onze tracts qui abordent une thématique 'alter-mondialiste' le font dans les termes de la mondialisation.

Si l'on ajoute que ce registre de la mondialisation tend progressivement à être adopté par des acteurs qui, plus tôt dans la mobilisation, s'exprimaient avec d'autres termes²⁶, qu'on

²⁶ C'est d'abord le cas des 'intellectuels' pro-grévistes eux-mêmes. En effet, dans leur appel du 4 décembre 1995, ceux-ci ne posent pas le problème en termes de 'mondialisation', mais en termes d' 'Europe libérale' : « Tous (les manifestants) posent la question de savoir dans quelle société nous voulons vivre. Tous posent également la question de l'Europe : doit-elle être l'Europe libérale que l'on nous impose ou l'Europe citoyenne, sociale et

le retrouve aussi dans certains des entretiens qu'on a pu mener lors de ces manifestations²⁷, qu'il paraît aussi s'imposer à cette époque dans les différents 'médiats de qualité'²⁸, et qu'enfin il semble pour partie circuler explicitement par le biais du discours de certains intellectuels²⁹ 33, on est conduit à en conclure qu'en effet le mouvement de décembre 1995 correspond, en France, à un moment de 'dégel cognitif'³⁰ (Festinger, 1957) et de mise

écologique que nous voulons ? » (Manifestation du 12/12/1995). Or, trois mois plus tard, l' 'appel des Etats Généraux du Mouvement social' ajoute à la problématique de l'Europe libérale celle de la mondialisation : selon eux, « les défis imposés par la mondialisation dans chaque pays et dans tous les pays, appellent une réponse globale, qui ne saurait consister dans la soumission aux lois du marché » (Manifestation du 23/03/1996).

Mais, c'est aussi le cas d'un petit groupe 'surréaliste' auto-proclamé 'les Fugitifs' qui, à la mi-décembre 1995, s'insurge pêle-mêle contre Juppé, l'esprit d'entreprise, la « libérale barbarie » ou la télévision, et qui en mars 1996 stigmatise, entre autres choses, les « Krânes d'œufs » qui disent « qu'en raison de l'Oligopolistique comme de l'Oviparisme aussi bien que de la mondialisation/mutation du marché tout doit reprendre comme avant ».

C'est enfin le cas d'associations plus institutionnalisées comme la CGT ou AC!. Ainsi, au début du mois de décembre, les tracts distribués par AC! imputent l'action gouvernementale à la « pression des marchés financiers » (Manifestation du 7/12/1995), tandis qu'en mars 1996, c'est la mondialisation qui est en ligne de mire, son utilisation comme prétexte pour imposer « partout la remise en cause des acquis sociaux, la précarisation de l'emploi et le démantèlement des services publics ». De même, les différentes fédérations et unions CGT qui, tout au long du mouvement, stigmatisent qui le gouvernement, qui les marchés financiers, qui Maastricht ou les firmes multinationales, ne semblent recourir à la lexie mondialiste que dans les suites du mouvement, dans un tract de la CGT-Picardie (Manifestation du 11/02/1995) qui rattache la situation de cette région à une offensive sans précédent menée par le Patronat et le Gouvernement « tout à la fois sous le prétexte de compétitivité, de concurrence ou de mondialisation ».

²⁷ Selon une étudiante en histoire interrogée à l'occasion de la manifestation du 19/12/1995, au-delà du plan Juppé, ce que rejettent les gens, « c'est toute une politique qui est menée depuis plusieurs années contre la protection sociale en général ». Le but, c'est donc que « la société prenne un autre tournant que celui qui est actuellement décidé au niveau hexagonal mais aussi mondial ». De même, un comptable rencontré lors de la manifestation du 16/12/1995 replace le conflit dans une perspective 'mondialiste' : « Moi, comme démarche, c'est toujours l'idéal, un truc dans la tête qu'on peut pas s'enlever, d'une société meilleure (...) Moi, ça serait une société plus mondiale, quelque chose.. ça serait pas... tout ce qui est nationalisme ça a pas de sens, je pense qu'économiquement on interfère tous, la preuve la main d'œuvre est traitée à l'étranger et tout, donc il faudrait... et l'espèce après tout, elle est mondiale, le français ça existe pas, c'est nous qu'avons construit ces frontières, donc il faudrait qu'économiquement... bon on peut laisser les cultures, les sensibilités, pourquoi pas, au contraire ça fait des différences, mais ça devrait être positif et être des trucs d'échange plutôt que des sources de haine et de rejet comme c'est actuellement, et qu'au niveau mondial, y'aurait des sortes de comité mondial pour.. le but de l'opération, c'est déjà que tous les mômes bouffent, qu'il y ait la santé enfin, faudrait déjà résoudre les besoins secondaires et donner la possibilité d'accéder à des besoins, bon le summum étant pour moi la création, construire quelque chose quoi ».

²⁸ C'est ce qu'on peut déduire du tableau n°1 qui montre, tant pour *Libération* que pour *Le Monde*, une forte augmentation de l'usage du 'mondialisation' dans l'année 1996 : pour ces deux quotidiens, le nombre d'articles qui recourent à cette lexie est multiplié par trois de 1995 à 1996. Jamais, on ne retrouvera une telle augmentation relative par la suite. C'est aussi ce que montre l'analyse plus précise des contextes d'utilisation de cette lexie dans la période de mobilisation.

Plus spécifiquement, on pourrait montrer que, dans ces deux quotidiens, au cours du mois de décembre 1995 ; se succèdent les articles d'analyse qui lisent le mouvement en termes de 'mondialisation', soit pour le soutenir, soit, à l'inverse, pour s'y opposer.

²⁹ Ainsi, à partir de la manifestation du 12/12/1995, plusieurs tracts font explicitement référence à l'appel lancé par des intellectuels autour de Pierre Bourdieu, notamment celui qu'on a placé en exergue de cette première partie qui débute par un extrait du discours que P. Bourdieu avait prononcé à la gare de Lyon le 12/12/1995 : « La crise d'aujourd'hui est une chance historique pour la France et sans doute aussi pour tous ceux qui en Europe et ailleurs dans le Monde refusent la nouvelle alternative : libéralisme ou barbarie ».

³⁰ Plusieurs enquêtés insistent sur cet aspect de la mobilisation. L'un, employé des Postes (Manifestation du 21/12/1995), affirme : « ce mouvement on n'oubliera jamais. Moi j'ai vraiment pris conscience du sens qu'il fallait que je donne à ma vie à travers ce mouvement. J'avais déjà une bonne conscience d'avant, c'est pas ça qui a tout fait, mais là j'ai vraiment choisi ma voie », tout en rattachant implicitement son action à une thématique mondialiste : « Ma maman était à Rhône-Poulenc textile, à Lyon, l'entreprise a été liquidée, y'avait 7000 employés, ça a tout été vidé. Les entreprises sont parties aux Philippines, en Suisse ». Un autre, ouvrier mécanicien d'entretien à la RATP (Manifestation du 16/12/1995), s'insurge contre « une société de malaise », mais avance que « Y'a des âmes militantes qui se sont découvertes là. Y'a des gars qui vont se mettre à la lutte, à faire

en mots d'un ensemble de mobilisations disparates dans les termes de la 'mondialisation' : c'est ce 'blaming' qui va autoriser, par la suite, le développement du 'claiming' (Festiner, Abel et Sarat, 1980-1981).

Dans cette perspective, les deux tracts des 'Autres voix de la planète' recueillis à l'occasion des Manifestations du 11/02/1996 et du 23/03/1996, qui tirent un lien implicite³¹ et explicite³² entre le mouvement de décembre et la mobilisation alter-mondialiste ne seraient que la concrétisation logique d'une maturation sensible tout au long de cette action.

Il est pourtant un fait au moins qui ne cadre pas avec ce récit : ces mêmes tracts nous apprennent que l'appel lancé par 'les autres voix de la planète' a été lancé dès novembre 1995, avant donc que le mouvement de décembre puisse faire son œuvre. Comment dès lors concilier le fait que ces mobilisations soient le ferment de ce nouveau cadre d'interprétation et qu'elles semblent pourtant l'exclure dans la forme qui sera la sienne par la suite, alors même que cette forme existe déjà ? On pourrait d'abord expliquer cette anomalie par la non-exhaustivité de notre corpus. Pourtant, certaines des organisations qui sont partie prenante des 'autres voix de la planète' comme AC ! ou Droits Devant sont présents dans notre corpus sans reprendre explicitement cette problématique mondialiste. Plus encore, si on choisit de ne pas trop se fier à la distribution à plat de nos tracts pour privilégier les tris croisés, on se rend compte que ce n'est pas vraiment dans les tracts où on l'attendrait que tend à se généraliser la thématique mondialiste. C'est dès lors à une autre interprétation de l'articulation entre le mouvement de décembre 1995 et les mobilisations alter-mondialistes qu'on est conduit : celles-ci auraient joué un rôle de 'blanchiment politique' à l'égard de certains cadres d'interprétation relativement marginaux dans celui-là.

II-Les mouvements alter-mondialistes, instruments de blanchiment politique des thématiques alter-mondialistes :

« La première grande escroquerie est qu'il n'y aurait pas d'autre politique possible 'à cause des marchés' (...) La seconde grande escroquerie qu'on cherche à nous vendre, c'est que la France va moins bien que les autres pays et qu'il faut 'faire des sacrifices pour être compétitifs'. C'est absurde : la crise est mondiale, et ce sont des banques, des agences financières et une oligarchie mondiale qui cherchent à faire appliquer partout une même politique. Aux Etats-Unis, en Angleterre, en Allemagne, c'est partout le même ordre prédateur des marchés et des médias, la même pensée unique et inique qui détruit.

(...) Tant d'injustice est non seulement moralement indécent, mais économiquement stupide (...) C'est une politique de Solidarité et Progrès pour laquelle il faut se battre, contre l'oligarchie financière basée à Londres et à New York et sa loi de la jungle.

des choses, à se poser des questions sur l'avenir de la société, à se dire pourquoi on n'a pas gagné, on était tous là dans la rue et... Il va y avoir un truc d'écœurement. (...) Et puis ça a regonflé des tas de gens qu'étaient d'anciens militants, des mecs comme moi». Dans cette optique, le mouvement de décembre semble effectivement participer d'une 'défatalisation du libéralisme' (Béroux et alii., 1998, p.152)

³¹ Ces tracts font en effet du FMI, de la Banque Mondiale, de l'OMC et du G7 les ferments d'une « mondialisation de l'économie » qui se traduirait par les privatisations, le démantèlement des services publics, la déréglementation, la mise en péril des acquis sociaux et des droits des femmes, la dégradation de l'environnement, l'accroissement des dettes et de la pauvreté dans les pays du Sud, l'exacerbation des conflits et du racisme.

³² Dans ces deux tracts, on retrouve une formule ressemblante qui fait du « Mouvement social de décembre en France » la preuve qu'il est « possible de résister à ces politiques ». Le tract du 23/03/1996 ajoute même que la « campagne contre le G7 à Lyon s'inscrit dans la suite de ce mouvement. Il s'agit bien d'affirmer nos solidarités et les convergences d'intérêts entre les peuples du Sud et du Nord, des alternatives et notre opposition commune aux choix faits sur notre dos par les 'décideurs' de la planète ». Autrement dit, la mobilisation 'alter-mondialiste' s'inscrit dans la suite du mouvement de décembre puisque celui-ci était déjà une mobilisation 'alter-mondialiste'.

Pour un nouveau plan Marshall Ouest-Est et Nord-Sud qui rétablisse la loi du travail et la paix par le développement mutuel (...) Pour que l'Etat soit de retour et retrouve son rôle de protecteur des plus faibles et d'inspirateur de grands projets (...) C'est ainsi qu'on fera l'Europe, pas avec l'austérité de Maastricht ».

Certes, le mot 'mondialisation' n'est pas lâché. Mais, on trouve dans ces propos l'ensemble des éléments qui, selon M. Ancelovici, constituent le cadrage 'Politique contre Marchés Mondiaux', de la mise en cause des marchés financiers comme premiers responsables de la mise en place de politiques néo-libérales dans tout pays jusqu'à la réhabilitation du politique et de l'Etat comme instrument de maîtrise de ces marchés.

Pourtant, le tract duquel on a extrait ces propos contredit de deux manières la vision d'un mouvement de décembre 1995 comme lieu de fermentation d'un cadre d'interprétation qui, plus tard, portera le développement de l'association ATTAC et, plus largement, du mouvement alter-mondialisation en France. D'abord, ce tract n'a pas été recueilli dans une manifestation tardive : il fait partir des documents récoltés lors de la manifestation étudiante du 21/11/1995. Surtout, il n'est pas issu de milieux qui se veulent 'a-partisans' : il est le fait de l'association 'Solidarité et Progrès' dirigée par Jacques Cheminade, candidat aux élections présidentielles de 1995. Or, ce tract, loin d'être une exception, semble correspondre à la norme.

D'abord, parce que le cadre 'Politique contre les Marchés Globaux' semble déjà installé dans certains milieux au moment où se développe le mouvement de décembre. Il ne s'agit pas ici de vouloir prendre parti dans une 'querelle des origines' qui oppose des 'environnementalistes' qui font remonter le mouvement au sommet 'off' parallèle au sommet de la terre de Rio (1992), des paysans pour qui le point de départ serait la création de la Via Campesina à Mons en mai 1993, des 'néo-radicaux' qui mettent à l'honneur l'appel à la résistance lancé par le sous-commandant Marcos en janvier 1994, des militants anti-multinationales qui font de la pendaison d'un opposant à la firme Shell par le pouvoir nigérian le premier 'martyr' de la cause (novembre 1995) ou, encore, des militants pour l'abolition de la dette du Tiers-Monde qui plaident pour l'antériorité de leur combat³³.

En revanche, on doit noter que lorsqu'Erik Izraelewicz dit lire la mobilisation de décembre 1995 comme la 'première révolte contre la mondialisation', il tend plus à plaquer un cadre d'interprétation existant sur un mouvement qui se parle autrement qu'à inventer un nouveau cadre supposé émerger de ce mouvement.

Ainsi, dès le 31/08/1995, peut-on trouver dans *le Monde*, une tribune de Zaki Laïdi, chargé de recherches au CERI, professeur à l'IEP de Paris et conseiller de Pascal Lamy, commissaire européen au commerce³⁴, qui traite du 'malaise de la mondialisation', qui avance que « de manière lente mais irréversible, la mondialisation est en train de se hisser au rang d'enjeu politique majeur de la société française. C'est face aux différents facteurs de cette mondialisation que les problèmes et les positionnements s'effectuent de plus en plus, car c'est bel et bien la mondialisation qui transparait derrière les débats sur l'Europe, l'immigration ou le chômage. », qui invite finalement à se demander « pourquoi la mondialisation est en train de devenir une source de malaise [en France], et cela dans des proportions plus fortes peut-être que dans les autres pays européens ».

De même, quinze jours plus tard (13/09/1995), Jean-Paul Besset, spécialiste au *Monde* des questions d'environnement, consacre un papier aux « champions du civisme planétaire » dans lequel il décrit « l'apparition de formes nouvelles de contre-pouvoirs qui dessinent les contours d'une société civile internationale », d'organisations qui « à la différence de leurs aînées dans l'Histoire, principalement celles qui sont originaires du mouvement ouvrier, n'agissent pas en fonction d'un messianisme politique invitant à renverser et à conquérir le pouvoir », mais « situent leur intervention dans le cadre d'une stratégie de la pression, ciblant leurs objectifs sur un sujet

³³ Sur la diversité de ces lectures, cf Losson (C.) et Quinio (P.), *Génération Seattle : Les rebelles de la mondialisation*, Paris, Grasset, 2002, p.17sq.

³⁴ Ce sont les titres qu'il met en avant dans ledit article.

précis qui ne désavoue pas l'ensemble de la politique d'un Etat et ne vise pas à son renversement » : « Face à la grande machine anonyme de la mondialisation, porteuse de virtualités révolutionnaires autant que de sourdes inquiétudes, ce sont les prémices d'une citoyenneté planétaire qui s'affichent à travers les « avant-gardes » associatives : perfectionnement de la démocratie, dans un sens participatif, quête d'un nouvel équilibre, pour la maîtrise du cadre et des modes de vie, rénovation de la trilogie « liberté, égalité, fraternité », à l'encontre de la seule valeur économique ».

Avant même le développement des mobilisations de novembre-décembre 1995, s'est donc diffusé dans certains milieux universitaires, politiques et journalistiques, un schème d'interprétation qui trouvera à s'appliquer lorsque le mouvement se déclenchera. Est-il dès lors finalement si étonnant que ce soit Erik Izraelewicz, diplômé d'HEC, docteur es sciences économiques, ancien journaliste à *L'Expansion*, ancien correspondant du *Monde* à New York, celui qui, dès 1992, couvrait le forum Davos pour ce quotidien et soulignait par exemple que « le régionalisme n'est pas incompatible avec la mondialisation des marchés » (9/02/1992), celui qui, en janvier 1995 (11/01/1995), avançait que « la mondialisation de l'économie est en train de rendre caduque » la distinction entre le Nord et le Sud, celui qui est par la suite devenu un spécialiste des questions de 'mondialisation'³⁵ et qui, dès cette époque, préparait pour *Le Monde* un colloque intitulé 'que reste-t-il du modèle français face à la mondialisation de l'économie ?' à l'occasion de la publication de la nouvelle formule du bilan économique et social de ce journal pour 1995, qui en vienne à proposer de lire le mouvement de décembre 1995 comme une « révolte contre la mondialisation » ?

Peut-on pour autant en conclure avec P.H.Gordon et S.Meunier (2002, p.130) qu' en 1995, si 'Alain Juppé justifiait (son plan) par la nécessité de remplir les critères exigés par l'union monétaire (...) une bonne partie de l'opinion était en fait persuadée que ce plan n'était que la conséquence de l'impuissance du pays face à la concurrence internationale, que 'les grandes grèves de 1995 ont été considérées par beaucoup de gens de gauche comme 'le premier grand mouvement d'opposition à la mondialisation'.

Il semblerait plutôt que cette lecture soit essentiellement, d'une part, celle d'un ensemble d' 'intellectuels' pro- et anti-grévistes qu'on retrouve dans les médias³⁶, d'autre part, celle d'un ensemble de groupes partisans et politisés, relativement marginaux par rapport à la grosse masse 'syndicale' qui constitue ces mobilisations.

Si on se fie à notre corpus de tracts, on se rend en effet compte que ce ne sont pas n'importe quel type de groupes qui recourent à une thématique 'alter-mondialiste' et, plus encore, ouvertement mondialiste. Pour objectiver ces différences, on a sommairement partagé notre corpus entre quatre types de tracts -en ne retenant que les tracts qui peuvent être explicitement rattachés à l'une de ces catégories- : les tracts syndicaux -mais, on a mis de côté les tracts venant de la CNT-AIT ; les tracts 'partisans', rédigés par des partis politiques 'officiels' ou leurs organisations de jeunesse ; les tracts émanant de groupuscules d'extrême-gauche (Ligue

³⁵ Il publia notamment, par la suite, *Ce monde qui nous attend* (Paris, Grasset, 1997), un essai sur 'les peurs françaises et l'économie'.

³⁶ Même si ce point mériterait une démonstration plus ample, citons, au-delà de l'article d'Izraelewicz ou de la 'pétition Bourdieu', d'un côté, Régis Debray et Sami Nair -qui avancent que 'certains ont cru pouvoir parler d'un mouvement conservateur, de défense des privilèges, de refus rétrograde de la réforme. Voyons-y plutôt l'expression d'une profonde révolte contre l'inégalité, contre la précarité, contre l'abaissement du service public, contre la soumission du modèle républicain aux contraintes de la mondialisation libérale à laquelle la prétendue construction européenne sert d'alibi et qui fait le jeu du Front national' (*Le Monde*, 10/12/1995)- et, d'un autre côté, Edgar Morin pour qui « alors que la plupart des pays réagissent à la crise du futur et à la mondialisation techno-économique par le retour au passé ethnico-religieux, la France populaire d'aujourd'hui réagit par un repli [...] sur ses formes traditionnelles de protestation et sur une identité républicaine qui porte dans ses gènes des idées universelles. Elle réagit aussi plus obscurément pour sauvegarder des arts de vivre, une convivialité, une civilisation. L'avenir est peut-être en marche, mais il prend le chemin du passé' (*Libération*, 19/12/1995). Il faudrait ajouter, et on y reviendra, que d'autres refusent ce cadre d'interprétation pour lire, par exemple, plutôt le mouvement comme un 'conflit sectoriel' (cf tribune de P.Perrineau et M.Wieviorka dans *Le Monde* du 20/12/1995).

trotskyiste de France, Comité pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire,...); et les tracts 'associatifs' qui proviennent d'associations non professionnelles et non explicitement politiques (Ligue des Droits de l'Homme, AC, Mouvement 4*8, Ras'l Front,...).

Or, comme on le voit dans le tableau n°3, la thématique 'alter-mondialiste' se retrouve essentiellement dans les tracts 'partisans' et 'd'extrême-gauche' : près de deux tiers de ceux-ci y font référence. A l'inverse, cette thématique est marginale dans les tracts 'syndicaux' et 'associatifs'. Mieux encore, on pourrait montrer que lorsque les syndicats recourent à ce cadre d'interprétation, ce n'est presque jamais dans les termes de la 'mondialisation' : on ne trouve que sept tracts (soit 3%) qui s'y essaient, dont quatre à l'occasion de la manifestation du 12/12/1995 –en plein milieu, donc, de la mobilisation. Enfin, quand bien même, ils y recourent, ce n'est pas tant pour en faire un 'ennemi' que pour la présenter comme un prétexte dont les véritables anti-sujets useraient pour imposer leurs solutions : lorsque la CGT Picardie avance que « sous le prétexte de compétitivité, de concurrence ou de mondialisation, Patronat et Gouvernement mènent une offensive sans précédent contre les conquêtes sociales du monde du travail pour les ramener au plus bas niveau » (Manifestation du 11/02/1996), ce sont bien le patronat le gouvernement qui sont dans le collimateur.

Tableau n°3 : Proportion de tracts 'à teneur alter-mondialiste' selon leurs promoteurs et selon le moment de la mobilisation³⁷

	21/11	28/11	5/12	7/12	12/12	16/12	11/2	23/3	Total
Tracts 'syndicaux'	0 (0%)	5 (22%)	6 (23%)	7 (39%)	10 (14%)	16 (24%)	9 (43%)	-	58 (24%)
Tracts 'partisans'	4 (80%)	3 (75%)	4 (66%)	9 (75%)	11 (61%)	13 (65%)	6 (86%)	2 (33%)	56 (66%)
Tracts d'extrême-gauche'	3 (100%)	2 (66%)	3 (100%)	8 (80%)	12 (63%)	10 (59%)	3 (43%)	4 (57%)	47 (63%)
Tracts 'associatifs'	0 (0%)	0 (0%)	1 (10%)	1 (12%)	6 (29%)	8 (24%)	3 (23%)	4 (18%)	30 (23%)
Tracts 'CNT-AIT'	-	-	0 (0%)	1 (50%)	4 (50%)	4 (80%)	2 (40%)	1 (50%)	16 (59%)

Au final, au sein du mouvement syndical, la thématique 'alter-mondialiste'-'mondialiste' trouve essentiellement refuge dans les documents rédigés par ce syndicat émergent qu'est la Confédération Nationale du Travail-Association Internationale des Travailleurs, seule organisation syndicale qui remette en cause le réformisme des autres confédérations pour se placer dans une perspective révolutionnaire. N'est-il pas, au reste, significatif que ce soit dans la manifestation du 23/03/1996, la seule dans laquelle les forces syndicales ne sont pas représentées en tant que telles, que la thématique 'alter-mondialiste' se dise le plus clairement dans les termes de la 'mondialisation' ?

Or, si l'on se tourne vers les tracts 'partisans et d'extrême-gauche, on constate de même que ce sont les organisations les plus 'révolutionnaires' qui adoptent le plus explicitement la lexie 'mondialiste'. Alors qu'au Parti Communiste ou au Mouvement des Citoyens, la contestation du mondialisme se dit essentiellement dans les termes d'une critique de l'Europe libérale ou d'une mise en cause de la loi du marché toute puissante³⁸, ce sont plutôt les groupuscules les plus 'extrémistes', ceux qui, notamment, contestent le 'réformisme' du Parti Communiste, qui emploient explicitement le champ sémantique de la 'mondialisation'.

De cette analyse des tracts recueillis à l'occasion du mouvement de novembre-décembre 1995, on peut donc tirer une double enseignement. Il apparaît d'abord que, chez les acteurs

³⁷ Le tableau se lit ainsi : 4 des 5 (soit 80%) tracts 'partisans' recueillis à l'occasion de la Manifestation étudiante du 21/11/1995 comportaient une dimension 'alter-mondialiste', au sens qu'on a donné à ce critère.

³⁸ Ainsi, tous les tracts 'alter-mondialistes' du Mouvement des Citoyens se présentent comme une critique du processus de construction européenne, présenté comme la source de tous les maux associés au libéralisme. L'argumentation développée par le Parti Communiste et ses organisations parentes est, quant à elle, plus diverse. Toutefois, sur quatorze tracts 'à teneur alter-mondialiste' provenant de cette famille politique, douze s'attaquent à la mondialisation soit par le biais européen, soit par le biais 'financier', soit par ces deux biais-là.

qu'on peut dire 'centraux' de cette mobilisation, les syndicats, le cadre 'Politique contre les Marchés Globaux' reste très marginal tout au long du mouvement, surtout dans sa version 'mondialiste'. Il apparaît ensuite que ce cadre 'Politique contre les Marchés Globaux' est pourtant présent dans cette mobilisation, qu'il tend même à se diffuser, mais dans des milieux marqués soit par leur capital intellectuel, soit par leur marquage partisan, soit, plus encore, par leur marginalité et leur 'extrémisme' politique.

En ce sens, on peut avancer que les mouvements alter-mondialisation qui se sont développés par la suite ont transformé de deux manières la thématique 'alter-mondialiste' telle qu'elle peut apparaître dans le mouvement de décembre 1995 : d'abord, en en faisant le cœur des controverses ; ensuite, en en réduisant le caractère partisan et 'extrémiste', en en retirant notamment sa dimension explicitement marxiste. La comparaison entre la liste des premières organisations signataires de l'appel des 'Autres voix de la planète' (Manifestation du 23/03/1996) et la liste des organisations fondatrices de l'association Attac est à cet égard d'autant plus significative qu'il serait difficile de cerner une différence radicale d'objectifs entre ces deux mouvements : entre l'un et l'autre, ont en effet disparu les organisations politiques (Alternative rouge et verte, Convergence Ecologie Solidarité, Convention pour une Alternative Progressiste, Refondateurs Communistes, Ligue Communiste Révolutionnaire, Parti Communiste Français, Les Verts, mais aussi Alternative Libertaire ou la Fédération Anarchiste) alors qu'apparaissent des organisations syndicales (Fédération des banques CFDT, Fédération des finances CGT, FGTE-CFDT, MODEF, Syndicat de la Médecine Générale, Syndicat de la Magistrature, UGICT-CGT ou le Groupe des Dix) et des organes de presse (Alternatives Economiques, Charlie Hebdo, Le Monde diplomatique ou Politis). C'est en cela qu'on peut avancer que les mouvements alter-mondialistes ont contribué au 'blanchiment politique' des thématiques alter-mondialistes.

Restent dès lors deux énigmes à résoudre. D'abord, comment et pourquoi un cadre d'interprétation doublement marginal lors du mouvement de décembre 1995 peut s'imposer a posteriori ou de l'extérieur (cf article d'Erik Izraelewicz) comme une des clés de lecture majeure de ce conflit. Ensuite, comment et pourquoi des organisations partisans et extrémistes ont pu être expropriées –pour reprendre le vocabulaire de J.Gusfield (1981) du cadre d'interprétation 'Politique contre les Marchés Globaux' ? C'est dès lors la théorie des cadres d'interprétation qu'on est conduit à questionner.

III-D'une conception centraliste des cadres d'interprétation à une conception pluraliste des cadres d'interprétation :

« Le mouvement social de décembre en France a montré qu'il est possible de résister à ces politiques. Cette campagne contre le G7 à Lyon s'inscrit dans la suite de ce mouvement » ('Autres voix de la planète', Manifestation du 23/03/1996).

«Libertés Syndicales

La répression frappe de plus en plus de militants syndicaux. Pour le Medef et le gouvernement, tous les moyens sont bons pour entraver la mobilisation des salariés. (...) Le syndicalisme ne doit pas laisser faire. Les 8, 9 et 10 août 2003 au Larzac, des milliers de citoyens exigeront le respect des libertés syndicales.

Retraites, Décentralisation, Services Publics

L'affrontement entre le monde du travail, le patronat et le gouvernement ne fait que commencer. Deux Français sur trois demandent une renégociation du dossier des retraites. (...) Durant les trois jours du rassemblement au Larzac, la CGT débattrait avec vous de l'actualité sociale et de ses propositions notamment pour un statut du travail salarié. (...)

Pour une action syndicale mondiale

L'actualité sociale, marquée par les retraites en France et dans plusieurs pays d'Europe, met en évidence de fortes aspirations sociales qui dépassent nos frontières.

De fortes exigences s'expriment au niveau mondial, depuis plusieurs décennies maintenant, pour gagner des normes sociales internationales (...) Cet enjeu majeur ouvre

de plus en plus de perspectives d'actions et de convergences avec des organisations qui contestent la mondialisation libérale, avec lesquelles nous agissons (...) La CGT appelle les salariés à participer nombreux aux initiatives à l'occasion du rassemblement des 8, 9 et 10 août 2003 au Larzac » (CGT, Rassemblement du Larzac, 08/2003).

Deux tracts à huit ans d'intervalle. L'un qui tente de rattacher plus ou moins adroitement les mobilisations alter-mondialistes au mouvement de décembre 1995. L'autre qui tente de rattacher de manière tout aussi laborieuse les mobilisations syndicales aux mouvements alter-mondialistes. Ainsi, donc, une apparente inversion totale des polarités : à la relative marginalisation de thématiques alter-mondialistes dans une action syndicale d'abord centrée sur les autorités publiques nationales répond une relative marginalisation des thématiques nationales dans une action qui se veut d'abord alter-mondialiste³⁹. Comment rendre compte de ce renversement de perspective, de cette inversion du cadrage des mobilisations ?

Dans la perspective des fondateurs de la théorie des cadres de l'action collective, on pourrait la lire comme le symbole d'une stratégie réussie de communication vers des auditoires. Des Organisations de Mouvement Social (SMO) innovantes auraient développé une activité stratégique, calculée et consciente de cadrage afin d'enrôler les soutiens les plus nombreux, afin de créer et de sceller des alliances avec d'autres SMO⁴⁰. C'est dès lors la capacité de ces entrepreneurs de mobilisation à prendre en charge et articuler des problèmes jusque là distincts les uns des autres (frame bridging), à éclaircir et élargir des cadres disponibles (frame amplification), à étendre sa base de soutien en intégrant à ses thèmes habituels de revendication de nouveaux thèmes, incidents par rapport aux objectifs primaires, mais de saillance considérable pour des adhérents potentiels (frame extension), à diffuser et à justifier de nouvelles pratiques, de nouvelles valeurs à l'encontre des préjugés en vigueur (frame transformation) et, finalement, à entrer en résonance avec le terreau culturel dans lequel ils agiraient qui permettrait de comprendre la réussite d'une telle entreprise de cadrage (cf Benford et Snow, 2000) : la réussite de la mobilisation ne serait donc que la conséquence de la réussite de l'entreprise réussie d'alignement des cadres d'interprétation.

Autant de processus dont on pourrait effectivement trouvé l'illustration dans les tracts des 'Autres voix de la planète' qu'on a pu recueillir à l'occasion des manifestations parisiennes de février et mars 1997. On y retrouve le souci de montrer que de nombreux problèmes sociaux a priori distincts relèvent en réalité d'une même cause, la mondialisation libérale : privatisations, démantèlement des services publics, déréglementation, mais aussi droits des femmes, dette et pauvreté des pays du Sud, guerres et racisme. On y retrouve la volonté d'éclaircir ce cadre d'interprétation en l'éloignant d'une vulgate marxiste qui pourrait exclure plutôt que rassembler : nulle trace des 'classes sociales', du 'prolétariat', voire même de l' 'impérialisme'. On y retrouve aussi, on l'a vu, le souci de se raccrocher, coûte que coûte, au mouvement de décembre 1995. On y retrouve, enfin, le volonté d'ébranler un ensemble d'évidences jusque là peu discutées autour de la légitimité des institutions internationales, et tout particulièrement du G7.

³⁹ Pour objectiver cette marginalisation, il faudrait par exemple faire à l'égard des manifestations alter-mondialistes ce qu'on a pu faire à l'égard du mouvement de novembre-décembre 1995. Ajoutons que cette 'marginalisation' des thématiques nationales est bien sûr loin d'être perceptible dans l'ensemble des mobilisations collectives en France aujourd'hui. Toutefois, il n'est pas innocent que, même dans une manifestation institutionnalisée comme celle du 1er Mai, la CGT trouve avantage à faire référence au cadre d'interprétation alter-mondialiste : le principal tract de la CGT lors de la Manifestation parisienne du 1er mai 2001 affirmait ainsi que « la hausse du climat revendicatif partout est bien la réponse du monde salarial aux prétentions du Capital, de la mondialisation, etc... ». Cette fois-ci, la mondialisation est explicitement l'un des 'anti-sujets'.

⁴⁰ J.D.McCarthy (1997) définit ainsi l'activité de cadrage comme 'les efforts stratégiques conscients de groupes de personnes pour façonner une compréhension partagée du monde et, ce faisant, légitimer et motiver l'action'. C'est cette même perspective qu'adopte M.Ancelovici (2002, p.434) lorsqu'il avance, concernant le mouvement de 1995 et son articulation avec les thématiques 'alter-mondialistes' que 'les cadres d'action collective sont construits et articulés de manière stratégique par des acteurs politiques sous un ensemble de contraintes matérielles, institutionnelles et culturelles'.

Pourtant, au regard de ce qu'on a pu dire du mouvement de novembre-décembre 1995, cette 'histoire' de la réussite d'une entreprise stratégique de cadrage se heurte à une double limite.

D'abord, il semble que l'effort de 'connexion de cadre' ne soit pas toujours- ou pas essentiellement- le fait des entrepreneurs de mobilisation centraux, mais qu'il soit plutôt le fait des entrepreneurs 'locaux' –au regard d'une mobilisation donnée' qui, d'eux-mêmes, font l'effort de se rattacher à ce cadre central. Ainsi, en décembre 1995, la thématique 'altermondialiste' est marginale à l'égard de l'ensemble du mouvement. Pour l'essentiel, ce ne sont pas les acteurs les plus centraux de celui-ci qui font l'effort de le rattacher leur cause à d'autres causes dites 'altermondialistes'. En revanche, ce sont des entrepreneurs 'marginiaux' –au regard de la mobilisation-, déjà positionnés dans des débats 'altermondialistes', qui tentent de créer cette connexion pour partie en vue de profiter de la dynamique des mobilisations en cours⁴¹. A l'inverse, quand, en 2003, ce sont les actions altermondialistes qui obtiennent l'attention des médias, ce sont des acteurs devenus alors marginaux au regard de ce nouveau cadrage –la CGT, par exemple- qui, indépendamment même des efforts que les mouvements altermondialistes pourraient faire pour les enrôler, se chargent de connecter leur cause à celle des altermondialistes : le tract de la CGT recueilli à l'occasion du rassemblement du Larzac est à cet égard significatif.

Il en ressort donc que le processus d'"alignement de cadre" ne doit pas être tant conçu comme une stratégie mise en oeuvre par des entrepreneurs de mobilisation centraux à destination de ceux qu'ils veulent mobiliser, que comme la rencontre entre deux "stratégies" plus ou moins conscientes : celles d'entrepreneurs "centraux" qui cherchent à élaborer un cadre assez ouvert pour que chacun puisse s'y retrouver et puisse apparaître comme concerné ; et celles d'entrepreneurs "locaux" qui contribuent à ce rapprochement des cadres en acclimatant le cadre central à des configurations locales et en facilitant la construction du concernement des mobilisés potentiels.

Autrement dit, ce ne sont pas nécessairement les entrepreneurs centraux qui adaptent leur message pour justifier le concernement d'acteurs divers; ce sont aussi des entrepreneurs locaux qui, d'eux-mêmes, font l'effort de se rattacher à ce cadre central au point même qu'on puisse contester qu'un "réel" alignement des cadres -au sens de "construction d'un cadre interprétatif commun à l'ensemble des acteurs potentiels d'un mouvement"- soit nécessaire à une mobilisation. L'essentiel ne semble pas tant qu'il y ait alignement des cadrages, mais que le désalignement puisse être assez occulté pour qu'on puisse faire croire à un alignement de cadrage. A la conception centraliste des cadres d'interprétation on se doit donc d'opposer une conception pluraliste de ceux-ci.

Comment, dès lors, comprendre qu'un ensemble d'acteurs très divers se soient finalement retrouvés pour lire les mobilisations de novembre-décembre 1995 comme la première des 'révoltes altermondialistes' ? Pas tant en termes d'alignement des cadres d'interprétation qu'en termes de 'bien-entendu opératoire'⁴² : c'est pour des motifs très divers, voire

⁴¹ En ce sens, l'action des acteurs 'altermondialistes' lors du mouvement de novembre-décembre 1995 peut être rapprochée de celle des mouvements laïcs qui, au même moment, distribuent dans les 'manifestations contre le plan Juppé' des tracts dans lesquels ils appellent à leur propre manifestation en tentant d'expliquer aux passants en quoi les deux causes sont liées. Ainsi, ce ne sont pas les organisateurs de ces manifestations qui ont à développer un cadrage assez large pour attirer les mouvements laïcs, les mouvements de défense des droits de l'homme, les mouvements anti-Front National. Ce sont plutôt chacun de ces mouvements qui construisent leur concernement, au prix d'arguties rhétoriques parfois surprenantes. Ajoutons, enfin, qu'on pourrait montrer qu'au-delà des organisations participantes, les manifestants eux-mêmes contribuent à cette entreprise de concernement en se donnant de bonnes raisons de participer, quitte à rattacher de manière plus ou moins artificielle leur cause à celle des entrepreneurs de mobilisation centraux. Pour des exemples de ces processus croisés d' 'alignement de cadres', cf Contamin, 2001, p.526sq.

⁴² Sur la notion parente de "malentendu opératoire", cf Dorward (D.C.), "Ethnography and Administration. A Study of Anglo-Tiv ", *Journal of African History*, n°15 (3), 1974, pp.457-477; et, son utilisation par J.F.Bayart, notamment dans *L'Etat en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989. Sur un usage de la notion de 'bien-entendu opératoire', cf Contamin, 2001, p.731sq.

contradictoires, que des acteurs eux-mêmes très hétérogènes se sont ralliés à ce qui pourrait sembler être une interprétation commune.

Pour s'en rendre compte, il suffit au reste d'en revenir à l'article d'Erik Izraelewicz. En effet, celui-ci n'est le plus souvent évoqué que comme un symbole de l'émergence de ce nouveau cadre d'action collective. Or, lorsqu'on ne s'arrête pas à son titre, on se rend compte que, si l'auteur en vient à présenter le mouvement de novembre-décembre 1995 comme la première des révoltes contre la mondialisation libérale, c'est aussi –et, peut-être, surtout– pour qu'il ne devienne pas une révolte de plus contre un autre processus, celui de construction européenne. La construction de son argumentation est, de ce point de vue là significative :

« Cette grève contre la mondialisation menace de déboucher, maintenant et en France, sur une nouvelle remise en cause de Maastricht. La construction européenne y est en effet largement perçue comme le 'cheval de Troie' de cette mondialisation.

Ce serait à cause de l'Europe que la France devrait réduire ses déficits publics et sociaux, libéraliser ses marchés et réformer ses services publics. Or il n'en est rien. La Suisse, la Malaisie et le Canada n'ont pas signé le traité de Maastricht. Aucun de ces pays ne revendique l'adhésion à l'Union européenne. Ils n'en sont pas moins contraints à des efforts similaires ».

Et, d'ajouter : « Jacques Delors, l'ancien président de la Commission européenne, explique volontiers que l'Europe devrait être le bouclier avec lequel les pays du Vieux Continent peuvent défendre leur modèle économique et social ».

Présenter le mouvement de décembre 1995 comme un mouvement contre la mondialisation, c'est aussi, –voire, surtout– pour un ensemble d'acteurs –universitaires, journalistes, politiques– exonérer la construction européenne de toute responsabilité –voire, même, en faire un rempart contre la mondialisation. C'est détourner l'attention des acteurs protestataires de l'anti-sujet européen, alors même que, comme on l'a vu, c'est plutôt dans la lexie 'européenne' que s'exprime la thématique alter-mondialiste dans cette période.

Or, c'est ce souci qu'on retrouve tant chez cet universitaire interrogé à l'occasion de la Manifestation du 16/12/1995 –« Socialement, je crois qu'il y a des risques énormes, les risques énormes c'est sur la construction européenne, c'est évident, que l'Europe devienne le bouc émissaire, on est cuit de ce point de vue »–, que chez cet éditorialiste selon lequel « les formidables pressions économiques, financières et monétaires extérieures sont le résultat de la mondialisation et non pas de la construction européenne » (A. Duhamel, *Libération*, 15/12/1995) ou chez ces représentants de la social-démocratie française et allemande pour lesquels « Ce n'est pas l'Europe qui explique le chômage, mais le ralentissement de la croissance mondiale, la mondialisation » (M. Rocard et O. Lafontaine, *Libération*, 19/02/1996). On s'efforce de voir dans les mobilisations de décembre 1995 un mouvement 'anti-mondialisation' –et, ce faisant, on contribue à une lecture qui les présente comme tel– de peur qu'elles ne 'deviennent' un mouvement anti-européen.

Or, cette entreprise rencontre un écho chez certains des entrepreneurs centraux de la mobilisation, dans la mesure où elle leur permet d'échapper à une autre forme de stigmatisation. De fait, si ceux-ci ne repoussent pas, pour la plupart⁴³, le cadre d'interprétation anti-européen qui peut leur être appliqué, il leur est plus difficile de prendre à leur compte le cadre d'interprétation corporatiste qui leur est, dans d'autres occasions, proposé. La manière dont C. Baudelot et S. Israël (*Le Monde*, 28/12/1995) s'opposent à l'interprétation du mouvement avancé par P. Perrineau et M. Wieviorka –accusés de « réduire le mouvement aux dimensions d'un simple 'conflit sectoriel' incapable 'de se projeter vers l'avenir autrement qu'à reculons' »– pour le replacer dans une perspective clairement alter-mondialiste –« Est-ce ignorer la mondialisation que de souhaiter lui donner un sens et ne pas l'abandonner à la logique aveugle des financiers ? Est-ce s'opposer à l'Europe que de lui demander, pour une fois, plus de social ? (...) Ce n'est pas être nationaliste que d'affirmer que la mondialisation et la construction

⁴³ On trouve, toutefois, quelques tracts dans le corpus qui soulignent qu'il ne faudrait pas jeter la construction européenne 'avec l'eau du bain' (exemples : les tracts des Verts ou de l'Alliance démocratique des femmes).

européenne laissent à chaque pays la possibilité d'approfondir le modèle de société que la majorité de ses membres jugent conforme à leur destin collectif »- semble, en ce sens, être une transposition dans la sphère intellectuelle d'un des principaux risques auxquels ont à faire face les promoteurs de l'action contre le projet de loi Juppé : comment ne pas se laisser enfermer dans une interprétation particulariste ? Dès lors, à eux aussi, le cadre d'interprétation altermondialiste semble offrir une solution.

En retour, le rattachement de ce cadre d'interprétation aux mouvements de décembre semble proposer une double solution aux mouvements alter-mondialistes ultérieurs. D'abord, il procure une légitimation par la masse à un mouvement souvent brocardé pour son élitisme et son incapacité à s'ouvrir aux –ou à séduire les- masses populaires. Ensuite, il contribue à lui accorder un brevet d'a-partisisme, voire d'a-politisme, dans la mesure où, par le soutien dont il a bénéficié dans l'opinion publique, le mouvement de décembre semble avoir dépassé les clivages politiques et partisans et traditionnels.

C'est ainsi, semble-t-il, par la grâce d'un fragile accord cognitif aux bases relativement contradictoires –facilité, par ailleurs, par un terreau culturel, historique et politique favorable à une telle interprétation⁴⁴- qu'un cadrage doublement marginal au sein des mobilisations de novembre-décembre 1995 en France a pu a posteriori, d'une part, être érigé en grille de lecture centrale de cette mobilisation et, d'autre part, être 'blanchi' des connotations partisans et marxisantes qui étaient les siennes au sein de ce mouvement.

Ce que nous dit finalement cet exemple c'est qu'à la conception d'un alignement des cadres d'interprétation préalable à la mobilisation et centralisé, il convient de substituer une autre conception. Une conception dans laquelle cet alignement n'est jamais vraiment réalisé : on se regroupe plutôt autour d'une interprétation plus ou moins commune qui a pour principale vertu de s'opposer à d'autres cadrages moins appréciés encore -en l'occurrence, les cadrages 'alter-européens', 'corporatistes' et 'intellectualistes ou marxisants'. Une conception dans laquelle cet alignement n'est jamais premier : on décide d'abord de protester pour chercher seulement ensuite en quoi ces protestations peuvent avoir quelque chose de commun. Une conception, enfin, dans laquelle l'alignement n'est jamais centralisé : si les entrepreneurs centraux de mobilisation peuvent s'efforcer de promouvoir un cadrage aussi large et positif que possible, ce sont les entrepreneurs locaux de mobilisation qui s'acquittent de l'essentiel du travail de connexion de cadres, au 'risque' de subvertir le cadrage initial.

En effet, ce n'est qu'à partir de cette conception-là des cadres d'action collective qu'on peut comprendre comment un cadrage relativement marginal dans une mobilisation, car apporté par des acteurs eux-mêmes marginaux au regard de celle-ci, peut être par la suite réapproprié par d'autres acteurs pour en venir à être lu comme le cadrage central de ladite mobilisation. Autrement dit, tout ce qui fait l'importance des luttes d'interprétation autour d'une action collective, c'est qu'il n'y a jamais –ou presque- d'alignement des cadres d'interprétation en son sein.

D'où la position quelque peu problématique de tout 'sociologue des mobilisations' puisqu'analyser un tel mouvement, c'est nécessairement pour partie déconstruire les mythes unificateurs à partir desquels il s'est constitué et/ou dans lesquels il se dit.

BIBLIOGRAPHIE :

Ancelovici (M.), « Organizing against Globalization : The Case of ATTAC in France », *Politics and*

⁴⁴ On veut rappeler par là qu'on ne souscrit pas non plus totalement à la vision 'stratégiste' des cadres d'interprétation, qu'il faudrait par exemple aussi s'interroger sur l'inégale disponibilité de répertoires de cadres d'interprétation selon les moments, les causes, les sociétés, les groupes revendicatifs,... Pour une mise en cause de ce caractère stratégique, on renverra une nouvelle fois à : Cefai, 2001.

Society, 2002, n°30 (3), pp.427-463.

Benford (R.) et Snow (D.), « Framing Processes and Social Movement : an Overview and Assessment », *Annual Review of Sociology*, 2000, n°26, pp.611-639.

Béroux (S.), Mouriaux (R.) et Vakaloukis (M.), *Le Mouvement social en France*, Paris, La Dispute, 1998.

Cefaï (D.), 'Les cadres de l'action collective. Définitions et problèmes', in Cefaï (D.) et Trom (D.), dir., *Les formes de l'action collective. Mobilisations dans des arènes publiques*, Paris, Editions de l'EHESS, 2001, pp.51-98.

Champagne (P.), "La manifestation comme action symbolique", in Favre (P.), *La manifestation*, Paris, Presses de la FNSP, 1990, pp.329-356.

Contamin (J.G.), *Contribution à une sociologie des usages pluriels des formes de mobilisation : L'exemple de la pétition en France*, Thèse de Science Politique, Université Paris 1, 2001.

Crettiez (X.) et Sommier (I.), dir., *La France rebelle : Tous les foyers, mouvements et acteurs de la contestation*, Paris, Michalon, 2002.

Della Porta (D.), Kriesi (H.P.) et Rucht (D.), dir., *Social Movements in a Globalizing World*, Londres, MacMillan Press, 1998.

Duval (J.) et alii, *Le "décembre" des intellectuels français*, Paris, Liber, Raisons d'agir, Paris, 1998.

Festinger (L.), *A Theory of Cognitive Dissonance*, Stanford, Stanford University Press, 1957.

Festiner (W.L.F.), Abel (R.L.) et Sarat (A.), "The emergence and transformation of disputes : naming, blaming, claiming...", *Law and society Review*, 1980-81, n°15 (3-4), pp.631-654.

Fillieule (O.), *Stratégies de la rue. Les manifestations en France*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997.

Fougier (E.), La contestation de la mondialisation : une nouvelle exception française', Les notes de l'IFRI, n°46, 2002.

Gamson (W.A.) et Meyer (D.S.), 'Framing Political Opportunity' in McAdam (D.), McCarthy (J.D.) et Zald (M.), dir., *Comparative Perspectives on Social Movements*, New York, Cambridge University Press, 1996.

Greimas (A.J.), *Sémantique structurale*, Paris, PUF, 1986.

Gusfield (J.), *The culture of public problems. Drinking-driving and the symbolic order*, Chicago, University of Chicago Press, 1981.

Hunt (S.A.), Benford (R.) et Snow (D.), 'Identity Fields : Framing Processes and the Social Construction of Movement Identities', in Larana (E.), Johnston (H.) et Gusfield (J.), dir., *New Social Movements : From Ideology to Identity*, Philadelphie, Temple University Press, 1994, pp.185-208.

Klandermans (B.), "Mobilization and Participation : Social-Psychological Expansions of Resource Mobilization Theory", *American Sociological Review*, n°49, 1984, pp.583-600.

Lefevre (J.), 'Mondialisation : du discours syndical à celui d'ATTAC', *Mots*, mars 2003, n°71, pp.41-65.

Lempen (B.), *La démocratie sans frontières. Essai sur les mouvements anti-mondialisation*, Lausanne, Editions l'Age d'Homme, 2003.

McAdam (D.), Tarrow (S.) et Tilly (C.), 'Pour une cartographie de la politique contestataire', *Politix*, n°41, 1998 (1996), pp.7-32.

McCarthy (J.D.), 'The Globalization of Social Movement Theory', in Smith (J.) et alii., *op.cit.*, 1997.

Mouchard (D.), *Les 'exclus' dans l'espace public. Mobilisations et logiques de représentations dans la France contemporaine*, Thèse de Science Politique, IEP de Paris, 2001.

Smith (J.), Pagnucco (R.) et Chatfield (C.), 'Social Movements and World Politics', in Smith (J.), dir., *Transnational Social Movements and Global Politics. Solidarity Beyond the State*, Syracuse, Syracuse University Press, 1997.

Smith (J.), Pagnucco (R.) et Chatfield (C.), dir., *Transnational Social Movements and Global Politics Solidarity Beyond the State*, Syracuse, Syracuse University Press, 1997.

Snow (D.A.), Rochford Jr (E.B.), Worden (S.K.) et Benford (R.D.), "Frame Alignment Processes, Micromobilization and Movement Participation", *American Sociological Review*, 08/1986, n°51,

pp.461-481.

Sommier (I.), *Les nouveaux mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Paris, Flammarion, 2001.

Tarrow (S.), *Power in Movement : Social Movements and Contentious Politics*, New York, Cambridge University Press, 1998.

Tarrow (S.), « La contestation transnationale », *Cultures et conflits*, 38-39, 2000, pp. 187-223.

Turner (R.H.) et Killian (L.M.), *Collective Behavior*, Englewood Cliffs, Prentice-Hall, 1972.

Wieviorka (M.), dir ., *Un autre monde... Contestations, dérives et surprises de l'antimondialisation*, Paris, Balland, 2003.

Zancarini-Fournel (M.), « 1968, 1995, jeu d'échelles inversées », *Espaces temps*, n°64-65, 1997, pp.42-53.